Document

L'Espagne du gouvernement de Rajoy adopte des mesures d'urgence extraordinaires

(lemonde.fr)

30 décembre 2011

Le nouveau gouvernement espagnol de droite a adopté, vendredi 30 décembre matin lors de son second conseil des ministres, une batterie de mesures destinées à réduire le déficit public espagnol à 4,4 % en 2012. La porte-parole du nouveau gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, a en effet dévoilé un déficit plus élevé que prévu : 8 % au lieu des 6 % antérieurement annoncés par le gouvernement socialiste. "Face à une situation extraordinaire et imprévue", ont été prises des mesures de rigueur "extraordinaires et imprévues", a-t-elle souligné.

Parmi les mesures chocs annoncées sont prévues une augmentation des impôts et de larges coupes dans le secteur public, où l'on prévoit d'économiser 8,9 milliards d'euros en pratiquant la politique de l'"embauche zéro" et de non-remplacement en cas de départ dans les administrations, sauf dans les hôpitaux, l'éducation et les services de la police, a précisé la porte-parole. Les fonctionnaires feront de nouveau les frais du plan de rigueur puisque le gel de leurs salaires, déjà réduits de 5 % sous le gouvernement socialiste, sera maintenu en 2012.

Autre mesure retentissante : la suppression de trente directions générales dans les organismes publics et la réduction des subventions aux partis politiques et aux syndicats. Egalement au programme, le gel du salaire minimum interprofessionnel (SMI). Chiffré à 641,40 euros, le SMI espagnol est le plus faible de l'Union européenne. En dehors des économies, le gouvernement a également annoncé l'augmentation temporaire des impôts grâce auxquels il espère générer plus de 6,2 milliards d'euros. Cette hausse fiscale devrait être temporaire et s'étaler sur une période de deux ans.

DES MESURES "COSMÉTIQUES ET CHOCS"

L'objectif de ce plan de rigueur était d'économiser au moins 16,5 milliards d'euros en 2012, mais à la lumière des nouveaux chiffres du déficit, les économies pourraient être plus importantes. Comme l'a insinué la porte-parole, "ces mesures sont le début du début". Déjà dans la presse, Angel Laborda, directeur de la conjoncture d'une fédération des caisses d'épargne, disait que pour atteindre l'objectif de réduction de déficit à 4,4 %, l'Espagne devrait économiser plus de 40 milliards d'euros. Rafael Pampillon, directeur d'analyses économiques à l'IE Business School, pense également qu'il s'agit de mesures "cosmétiques et chocs" qui seront "certainement bien accueillies par la population".

Soraya Saenz de Santamaria a d'ailleurs indiqué que les décisions du gouvernement ont été prises dans le souci de "*protéger les plus faibles*", et que le gouvernement a voulu épargner les retraités et les chômeurs. "*On ne demandera pas plus de sacrifices à ceux qui ne peuvent donner plus*", a déclaré la porte-parole, qui a annoncé une revalorisation des retraites à 1 % pour les mettre au niveau de l'inflation et une prolongation de l'aide de 400 euros destinée aux chômeurs en fin de prestation, une mesure qui devrait être bien accueillie dans un pays qui compte 4,978 millions de chômeurs, soit 21,52 % de la population active. Finalement, l'idée des mini jobs à 400 euros en débat dans la presse espagnole n'a finalement pas été retenue.

DANS L'ATTENTE DE MESURES PLUS IMPOPULAIRES

Mais des mesures plus impopulaires devraient suivre à partir du mois de mars, lors de l'approbation du budget général de l'Etat et des élections, estime Rafael Pampillon, qui s'étonne que le gouvernement n'ait pas mis plus l'accent sur la réforme du marché du travail et la restructuration du système financier. Ces deux dossiers sont en effet deux grandes priorités de l'exécutif espagnol. Mais selon l'économiste, il se pourrait que les négociations avec les syndicats tardent plus que prévu jusqu'à la mi-janvier. Il pense qu'elles achoppent sur les conventions collectives "*destinées à réduire les indemnisations pour licenciement à 20 jours au lieu de 30 par année travaillée*". Quant à la restructuration du système financier, considérée comme urgente, elle devrait être annoncée en début d'année, estime l'économiste.

Rappelons que depuis deux ans, l'Espagne a connu plusieurs plans d'austérité. En 2010, le gouvernement socialiste avait adopté un premier programme visant à économiser plus de 50 milliards d'euros.

Isabelle Birambaux

Bruxelles salue l'adoption du plan de rigueur

La Commission européenne a "*regretté*" vendredi le dérapage budgétaire espagnol assez important par rapport à l'objectif initial de 2011, tout en saluant l'adoption d'un plan de rigueur censé freiner le déficit public espagnol.

"Je regrette le dérapage budgétaire assez important relatif à l'objectif pour 2011", de 8 % du PIB contre 6 % initialement visés, a déclaré le commissaire en charge des questions monétaires, Olli Rehn. Avec une aggravation d'une telle ampleur, "il est d'autant plus important que l'Espagne reste pleinement engagée sur la voie de la consolidation budgétaire et reste déterminée à corriger son déficit excessif d'ici 2013 comme prévu", a jugé M. Rehn.

"C'est pourquoi je salue le paquet significatif de mesures" de rigueur adopté vendredi par le gouvernement, qui "constitue une très importante avancée en vue de contenir les finances publiques et de rassurer les marchés financiers", a poursuivi Olli Rehn.